

Dix ans après la crise financière

Partage international n° 350 - Octobre 2017

Civil Society Futures (CSF) (Futurs de la société civile) est un programme national britannique enquêtant sur la façon dont la société civile anglaise pourrait s'épanouir dans un monde changeant rapidement. Amorcé par un groupement de mouvements de la société civile, son but est de créer un espace de parole pour tous ceux qui sont investis dans une forme d'action civique, à travers des événements communautaires, des recherches académiques et des débats en ligne.

Dans un récent article publié sur *True Publica*, organisation indépendante de journalisme d'enquête, *CSF* s'intéresse au coût réel de la crise économique et financière qui s'est déclenchée en 2008. Le coût direct du renflouement de l'industrie financière a atteint 1 200 milliards d'euros, mais le coût global pour l'économie en termes de pertes de revenus et de débouchés a été bien plus grand. En s'en tenant aux propos d'Andrew Haldane, l'économiste en chef de la Banque d'Angleterre, le *CSF* estime que le coût réel s'élèverait à 8 700 milliards d'euros. A. Haldane considère que c'est l'équivalent du coût d'une guerre mondiale. Les salaires réels en Angleterre ont chuté plus sévèrement que dans toutes les autres économies développées, exception faite de la Grèce. Quant aux services publics, ils furent mis à très rude épreuve sous le fardeau des années d'austérité. Mark Carney, gouverneur de la Banque d'Angleterre, a récemment déclaré que les dix dernières années constituent « *la première décennie perdue depuis 1860* ».

La responsabilité des banques et des institutions financières dans la crise est accablante. Le *CSF* insiste : banquiers téméraires, organismes de régulations faibles, agences de notation partiales et économistes bornés sont les principaux coupables. Mais selon le *CSF*, la société civile n'a pas vraiment joué son rôle, n'arrivant pas à voir que l'économie courait à la catastrophe : bridée par l'idée ancienne que la finance est un domaine technocratique à laisser aux experts, le public était tristement sous-équipé pour intervenir.

De plus, la sévérité de la crise a eu un impact direct sur les organisations de la société civile, car les sources de financement se sont tariées en raison des répercussions économiques.

Même si certains affirment que la crise post-2008 est maintenant terminée, le *Systemic Risk Council* (Comité sur le risque systémique), groupe mondial d'experts sur la stabilité financière, a récemment averti les dirigeants du G20 que le système financier global était vulnérable à une autre crise. Mais cette fois, met-il en garde, les banques centrales et les gouvernements auront beaucoup moins de moyens d'y répondre. Par conséquent, le *CSF* conclut que l'avenir pour la société civile, c'est de créer une voix forte concernant la finance et de développer des contre-mesures crédibles au pouvoir d'influence des banques.

Elle doit agir pour garantir que la finance soit au service de la société et non l'inverse, en éduquant le public autant que les législateurs à tous les étages, y compris les institutions européennes à Bruxelles. Elle doit même aller encore plus loin et faire pression pour une transformation du secteur bancaire, dans le sens de l'investissement durable pour les communautés locales, dans les coopératives et beaucoup d'autres débouchés alternatifs, afin de favoriser la stabilité financière, le développement économique local, le prêt aux entreprises et l'inclusion financière¹. Face au néolibéralisme régnant, une nouvelle approche alternative qui part de la base émerge, mais beaucoup reste à faire avant que ces modèles atteignent l'échelle nécessaire pour avoir un impact. En tout cas, la voie du progrès est tracée.

1. L'inclusion financière, notion émergente défendue par l'Onu, poursuit quatre buts : permettre à tous les foyers d'avoir accès à la gamme complète de services bancaires à un coût raisonnable ; des institutions solides et fiables gouvernées par une régulation claire et répondant à des critères de performance industriels ; durabilité financière et institutionnelle, afin de garantir la continuité et la sécurité de l'investissement ; la concurrence pour garantir le choix et l'accessibilité aux clients.

Sources : truepublica.org.uk

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : Les priorités de Maitreya